



Conseil Municipal Séance du 18 mai 2018

L'an deux mille dix-huit, le 18 mai, à 18 h 30, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Monsieur Damien AUBRION, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Dominique LUSSEAU, Monsieur Laurent POUPIN, Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE

POUVOIRS : Madame Sophie SEGUIN donne pouvoir à Madame Christine ROYER, Madame Valérie BRARD-TRIGO donne pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Monsieur Pierre BREMOND

Absents : Monsieur Aymeric DUVAL, Monsieur Sébastien PERE,

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

Monsieur le Maire et l'ensemble du conseil municipal rendent hommage à Monsieur Marcel VAUDELEAU, Maire-Adjoint honoraire, décédé le mois dernier.

§1- Approbation du procès-verbal de la dernière séance

Le procès-verbal de la séance du 5 avril est adopté, à l'unanimité, sans observation, par les membres du conseil.

18 h 55 arrivée de Monsieur Laurent POUPIN

19 h 00 arrivée de Madame Maryline SOLEILHAC

19 h 05 arrivée de Monsieur Dominique LUSSEAU

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil l'ajout de deux délibérations

- Autorisation d'estimer en justice
- Motion relative à la diminution des dotations de l'Etat

Le conseil accepte que ces deux points soient ajoutés à l'ordre du jour de cette réunion.

§2 – Délibérations

Délibération n° 1 : Coopération décentralisée avec la ville de Songo (Burkina Faso)

Songo est une commune de 1 000 habitants située au sud du Burkina Faso à la frontière avec le Ghana et le Togo. Depuis 2007, une convention de partenariat avait été signée dans le cadre officiel de la coopération décentralisée, entre la ville de Pô (dont relève la commune de Songo) et la communauté de communes du Val Vert du Clain. Compte tenu de la disparition de la communauté de Communes, l'association Amitié Val Vert du Clain-Songo a sollicité la commune de Dissay pour prendre le relais et s'inscrire à son tour dans le cadre de la coopération décentralisée avec la commune burkinabée et permettre ainsi à l'association de poursuivre ses actions.

Après délibération, le conseil donne un avis favorable à la mise en place d'une convention de coopération décentralisée avec la ville de Songo (Pô) au Burkina Faso et autorise Monsieur le Maire à signer les documents afférents à ce dossier, notamment avec l'Association Amitié Val-Vert-Songo.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°2 : Adhésion à la centrale d'achats Grand Poitiers Centrale d'Achat – Autorisation du Maire à signer la convention d'adhésion

Par délibération en date du 9 février 2018, Grand Poitiers Communauté urbaine s'est constituée en centrale d'achats sans but lucratif, conformément à l'article 26 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Les objectifs poursuivis sont :

- la simplification et la sécurisation des procédures de groupement d'achat et des procédures de marché
- une réduction des coûts pour l'ensemble des communes ou membres adhérents par la mutualisation et l'optimisation des achats
- la mobilisation du tissu économique local, notamment en prenant en compte les préoccupations de développement durable.

La Directive 2014/24/UE, et l'article 26-1 de l'ordonnance n°2015-899 la définissent comme un acheteur exerçant des activités d'achat centralisées portant sur la passation des marchés publics de travaux, de fournitures ou de services destinés à des acheteurs. Elle passe des marchés et des accords-cadres et en transfère l'exécution à ses adhérents qui en sont responsables.

La centrale permet de proposer un nouveau modèle de coopération à l'échelle du territoire et à l'ensemble des acteurs locaux partageant des objectifs communs

La souplesse d'adhésion et de fonctionnement de la centrale d'achats permet à la commune de choisir les consultations auxquelles elle souhaite recourir. Ainsi, l'adhérent reste libre de recourir ou non à la centrale et peut continuer à passer ses propres consultations.

L'adhésion à la centrale d'achats, véritable outil d'ingénierie de commande publique, permet également à ses membres de bénéficier de la politique achat de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Après délibération, le conseil décide :

1. d'adhérer à la centrale d'achats de Grand Poitiers Communauté urbaine
2. de donner son accord sur les termes de la convention d'adhésion à « Grand Poitiers Achats »
3. d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention d'adhésion et tout autre acte s'y rapportant.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°3 : Convention cadre pour la préservation du coteau des Pendants

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil, la convention cadre d'une durée de 4 ans, qui a pour objet de fixer les modalités de partenariat entre Grand Poitiers, la commune de Dissay et le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) pour la mise en œuvre du programme d'assistance technique, d'acquisition, d'actions de mise en valeur et des modalités de gestion du site du coteau des Pendants

Conditions financières

Un avenant sera présenté annuellement pour définir les actions à mettre en place.

Pour l'année 2018, l'action retenue est la réalisation de Relevés phytosociologiques dont le montant s'élève à 3 525 € financé par la Région à hauteur de 50% (1 762.50 €) et 25% pour la communauté urbaine et la commune de Dissay soit 881.25 € chacune.

Après délibération, le conseil accepte les termes de la convention et autorise Monsieur le Maire à la signer.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 4 : Convention avec le FEPS pour la mise à disposition du logement communal au-dessus de La Poste en vue de la gestion de la halte jacquaire.

Monsieur le maire présente au conseil le projet de convention avec le FEPS pour la mise à disposition d'un logement communal pour l'installation de la halte Jacquaire entre le 21 mai et le 31 octobre 2018

Après délibération, le conseil accepte cette mise à disposition et autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 5 : Marché huisseries Paul-Emile VICTOR

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il convient de procéder à la passation d'un marché pour le remplacement des huisseries du bâtiment annexe de l'école et d'une partie du bâtiment principal (BCD- porte d'entrée du couloir- sanitaires- couloirs)

Le marché est découpé en 1 tranche ferme et 2 tranches conditionnelles.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le maire à signer les pièces du marché.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°6 : Marché assainissement Puygremier et le Stade

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il convient de procéder à la passation d'un marché pour la réalisation d'un assainissement non collectif au stade et à l'accueil de Loisirs de Puygremier.

La solution de base est le filtre planté de roseaux, il est demandé une variante obligatoire de type filtre à sable vertical.

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le maire à signer les pièces du marché.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°7 : Assurance statutaire

Monsieur le Maire informe le conseil qu'il convient de procéder à la passation d'un marché pour l'assurance statutaire du personnel du 01/01/2019 au 31/12/2023

Après délibération, le conseil autorise Monsieur le maire à signer les pièces du marché.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 8 : Désignation du Délégué à la Protection des Données

Monsieur le Maire, rappelle

QUE le règlement (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RPDG) du 27 avril 2016, s'applique au sein des Etats membres à partir du 25 mai 2018.

QUE ce règlement impose pour toute autorité publique effectuant des traitements de données, la désignation d'un délégué à la protection des données (art. 37 du règlement et art. 8 du projet de loi) et que le règlement prévoit la possibilité de désigner un seul délégué à la protection des données pour plusieurs organismes.

PROPOSE au Conseil municipal :

- de désigner Grand Poitiers Communauté Urbaine en tant que personne morale, Délégué à la Protection des Données
- de charger Grand Poitiers Communauté Urbaine de notifier la présente délibération à Madame la Présidente de la CNIL à travers la déclaration en ligne
- d'autoriser Monsieur le Maire à effectuer toutes les opérations nécessaires à cette désignation.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités territoriales,

Vu le règlement (UE) 2106/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RPDG) du 27 avril 2016, applicable au sein des Etats membres le 25 mai 2018,

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,

ARTICLE 1 : DESIGNNE Grand Poitiers Communauté Urbaine, Délégué à la Protection des Données.

ARTICLE 2 : DONNE délégation à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les opérations nécessaires à cette désignation.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 9- Tarif séjour de l'ALSH

L'accueil de loisirs de Puygremier organise des séjours en dehors de ses locaux, ceux-ci ont pour but de permettre aux enfants de découvrir différentes activités ainsi que la vie en groupe.

Il est proposé de mettre en place le tarif suivant :

Tarif séjour : tarif journalier appliqué en fonction du quotient + un forfait de 5 € par jour correspondant à une participation aux frais du séjour.

Considérant qu'il convient d'appliquer un tarif particulier lié à la participation des parents aux frais de ce dernier,

Après délibération, le conseil valide le tarif de ces séjours tel qu'énoncé ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 10- Autorisation d'ester en justice

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2121-29 ;
Considérant que par requête en date du 30 mars 2018, Monsieur Jean-Charles SUIRE-DURON a déposé devant le tribunal administratif de Poitiers un recours visant à obtenir l'annulation d'un certificat d'urbanisme délivré en date du 31 janvier 2018 pour la construction d'une maison d'habitation sur le terrain lui appartenant cadastré AV 397 ;

Considérant qu'il importe d'autoriser Monsieur le maire à défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Le conseil municipal,

Autorise Monsieur le maire à ester en défense dans la requête n°1800750-4 introduite devant le tribunal administratif de POITIERS

Désigne Me Hervé PIELBERG avocat du cabinet KPL Avocats, 1 rue du Petit Bonneveau à Poitiers pour représenter la commune dans cette instance.

Adopté à l'unanimité

Motion : Diminution de la dotation globale de fonctionnement

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil de la motion qui a été adoptée par les quarante maires de la Communauté urbaine Grand Poitiers :

« Le Ministère de l'intérieur vient de transmettre aux communes le montant de la dotation globale de fonctionnement qui leur sera versé par l'Etat en 2018. Cette dotation est une recette importante pour les communes dont les budgets sont de plus en plus tendus.

La répartition de cette dotation entre les communes est définie par les services du Ministère des finances selon des modalités complexes, basées principalement sur le potentiel fiscal virtuel de chaque commune.

En effet, si l'enveloppe nationale est restée stable, plus de 16 000 communes en France voient leur dotation globalement réduite. Ainsi, le Département de la Vienne subit une diminution de plus de 1 %, qui touche des territoires ruraux comme urbains, dont le seul point commun est de s'être inscrit de façon volontariste dans la réforme de la carte intercommunale : la communauté d'agglomération de Châtelleraut, la communauté urbaine de Poitiers comme la communauté de communes de Vienne et Gartempe connaissent en effet des baisses culminant pour cette dernière à - 7 %.

Les communes membres de ces intercommunalités se voient pénalisées par le critère du potentiel fiscal, qui répartit virtuellement la fiscalité de l'ensemble du territoire intercommunal en fonction du nombre d'habitants. Ainsi, le rapprochement avec une ville centre, comme Châtelleraut ou Poitiers, ou avec une commune disposant d'une forte fiscalité professionnelle, comme Civaux, les rend, de façon brutale et sans effet amortisseur, artificiellement plus riches.

L'État a incité les communes à se regrouper dans des structures intercommunales plus vastes, se traduisant dans la Vienne par la suppression de 12 communautés de communes et la création de grandes intercommunalités, afin de donner les moyens aux collectivités locales de mettre en place des politiques publiques permettant de répondre aux attentes de leurs habitants.

Cette réforme a pris effet au 1er janvier 2017.

Alors comment expliquer que les communes concernées soient pénalisées, notamment les plus petites d'entre elles, essentiellement en milieu rural ou péri-urbain, par l'application de modalités de calcul inadaptées et incompréhensibles ?

Alors comment expliquer que les services de l'Etat, lors de la préparation de la loi de finances 2018, première loi de finances après la refonte de la carte intercommunale, n'aient pas tenu compte de cette modification pour revoir les critères d'attribution des dotations en conformité avec les objectifs de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) ?

Alors comment expliquer que de nombreuses communes sont fortement impactées, en contradiction avec l'engagement du Président de la République de ne pas baisser les dotations versées aux communes rurales ?

Les quarante maires de Grand-Poitiers ne peuvent accepter cette situation injuste et demandent que les critères de répartition des dotations soient mis en cohérence avec les objectifs de la loi et tiennent compte de la nouvelle carte de l'intercommunalité. Pour ce faire, ils souhaitent qu'une étude d'impact soit mise en œuvre par les services de Bercy et de la Direction Générale des Collectivités Territoriales

(DGCL), pour analyser les causes précises des dysfonctionnements constatés cette année et envisager les correctifs à apporter pour les communes, y compris pour les communes nouvelles.

Pour 2018, et à titre tout-à-fait exceptionnel, Grand Poitiers va mettre en place des mécanismes de solidarité pour aider les communes en difficulté, mais cela ne peut être qu'une situation temporaire. En aucun cas, la Communauté urbaine ne peut se substituer à l'Etat dont il est de la responsabilité de mettre en cohérence, dès 2019, les modalités de calcul des Dotations de Fonctionnement aux communes pour intégrer toutes les conséquences de la loi NOTRe »

Après délibération, les membres du conseil municipal de Dissay décident à l'unanimité de soutenir cette motion.

22 h 10 Départ de Madame Virginie DOMINOT

§ 3 – Questions et informations diverses

Monsieur Jean-Claude RICHARD informe les membres du conseil que l'herbe sur les bas-côtés de la rue des Peupliers est haute et que cela oblige les piétons à cheminer sur la route. Il fait aussi remarquer qu'il y a des chardons sur le rond-point de madone et que le fleurissement de ce côté du Clain n'est pas très beau.

Monsieur le Maire lui répond que depuis les transferts de voirie, une grande partie des broyages est faite par la communauté urbaine et que la campagne de broyage a débuté le 14 mai sur le territoire nord, la commune de Dissay est en cinquième position. Lors de la prochaine campagne en septembre-octobre elle sera en deuxième position. Il indique également que le fleurissement et le traitement des espaces verts par les services communaux sont très appréciés cette année car il a reçu beaucoup de témoignages en ce sens. Comme chaque année à pareille époque, tous les secteurs ne peuvent cependant pas être traités en même temps..

Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, sur le fleurissement fait remarquer qu'un fleurissement de printemps a été mis en place avec des bulbes sur de nombreux espaces de la commune Avant d'installer le fleurissement d'été, dans les prochaines semaines, il convient que les bulbes se végétalisent, ainsi les bulbes doivent rester en place jusqu'à ce que les feuilles soient totalement sèches. Sur cette partie de la commune, il n'y a pas de semis de pied de murs

Monsieur Laurent POUPIN demande comment pourrait-on informer les administrés sur les plans de broyage et d'entretien ?

Monsieur le Maire propose que le planning hebdomadaire des travaux du service technique soit adressé à l'ensemble des membres du conseil. Ainsi, ils disposeront de l'information et pourront la relayer auprès de leurs concitoyens.

22 h 30 : départ de Madame Anne VERMOTE

- Instances communales

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- Instances communautaires

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers.

La séance est levée à 23 h 50

Prochain conseil :

- 21 juin à 19 h 30